



Ce n'est pas par des mesures conjoncturelles que l'on stabilisera en quantité la consommation au Cameroun. Ce n'est pas non plus par l'importation massive des produits non-contrôlés que l'on assurera en qualité la sécurité alimentaire au Cameroun. Il n'y a pas d'autres solutions DURABLES et VIABLES que de produire localement. Or, le gouvernement ne se montre pas suffisamment volontariste.

La promptitude du gouvernement à soutenir les importations massives des produits de première nécessité est très critiquable surtout lorsqu'on n'observe aucune contrepartie dans la production locale. En clair, le MINEFI fait un rabatement de 80% sur les droits de douane sans imposer un cahier des charges aux importateurs pour aller dans le sens du lancement de la production locale. Par conséquent, le plus grand importateur de riz par exemple n'a aucun hectare de riz au Cameroun. Ceci n'est une solution durable ni pour le gouvernement, ni pour l'opérateur économique, ni pour les consommateurs.

Les leçons de 2008

Suite aux émeutes de la faim de février 2008, le gouvernement avait déjà choisi de favoriser les importations massives au lieu subventionner la production locale. Quel a été le résultat ? Les prix n'avaient pas cessé de grimper sur le marché. Le Cameroun était devenu la plateforme de la contrebande de ces produits. Qui avaient donc gagné ? Les importateurs bien sûr ! Qui sont-

ils ?

Ils sont 7 individus qui se partagent le Marché du riz (environ 300 milliards en 2020), 11 individus qui se partagent le marché de la farine (environ 200 milliards en 2020), un individu qui a le monopole du poisson (environ 200 milliards en 2020), etc. Voilà la structure de l'économie camerounaise et c'est la raison pour laquelle le système est fermé. C'est même une prise en otage. Il faut absolument ouvrir le système de production d'une part et autonomiser le pays d'autre part.

Le ministre pouvait faire mieux

Il pouvait donc ouvrir l'accès au marché camerounais à la libre compétition. Combien de fois a-t-on fait saisir et détruire la farine de blé en provenance de Suisse par exemple parce que l'importateur n'appartenait pas au cercle fermé des 11? Pourquoi veut-on prendre les Camerounais en otage lorsqu'il existe des opérateurs économiques capables de travailler même pour 1% de marge? La décision du ministre montre que le marché camerounais n'est pas libre. Le chantage a bien marché et en l'état, il ne pourra que marcher.

Le Covid-19 a permis aux pays fournisseurs de comprendre que la priorité était d'abord de se constituer en interne une bonne réserve alimentaire. C'est le cas de la Russie par exemple. Donc, il y aura toujours fluctuation des prix sur le marché international et des pays comme le Cameroun devront toujours malheureusement subir. Pauvre de nous! Que nous manque-t-il pour produire? Il nous manque juste la volonté politique. Le coût de production locale est élevé. Oui, mais c'est l'occasion pour le gouvernement de supporter le surcoût pour favoriser l'émergence des filières nationales.
